

Questionnements associés	Notions à découvrir	Indications complémentaires
I. Ménage et consommation		
Chapitre 1 : Comment les revenus et les prix influencent-ils les choix des consommateurs ? *	Revenu disponible, consommation, épargne, pouvoir d'achat	Après avoir constaté que le revenu disponible se répartit entre consommation et épargne et évoqué les différentes formes d'épargne, on montrera à partir de données chiffrées simples que la consommation des ménages dépend à la fois du niveau de leur revenu et du prix des biens. On mettra en évidence les effets dans le temps de l'évolution du pouvoir d'achat sur la structure de la consommation des ménages. On initiera les élèves à interpréter les valeurs significatives que peuvent prendre les élasticités (prix et revenu) pour quelques types de biens en mettant en évidence l'intérêt de cet outil pour l'économiste.

Notions du programme : ménage, revenu disponible, consommation, épargne, pouvoir d'achat

Notions complémentaires : revenu primaire, élasticité-prix de la demande, élasticité-revenu de la demande, inflation, indice des prix à la consommation, coefficient budgétaire

Prérequis : revenu, patrimoine, stock, flux, production, valeur ajoutée, chiffre d'affaires, emploi, travail, produit, bien, service, marché, offre, demande, taux de variation, coefficients multiplicateurs, indices

Objectifs :

- Définir, différencier et illustrer les notions à découvrir et les notions complémentaires ;
- Distinguer les revenus primaires des revenus de transfert ;
- Montrer que les choix des consommateurs dépendent des revenus, des prix et des types de bien.
- Lire, interpréter et calculer une élasticité-prix et une élasticité-revenu.

Problématique :

- Quels sont les déterminants économiques de la consommation ?
- Comment le revenu et les prix influencent-ils les choix des consommateurs ?

Durée : 6h

Plan :

- I- Le revenu des ménages.
- II- Comment les prix influencent-ils les choix des consommateurs ?
- III- Comment les revenus influencent-ils les choix des consommateurs ?
- IV- Le pouvoir d'achat des ménages.

Introduction : Lorsque l'INSEE analyse la consommation des agents économiques, cet institut étudie globalement celle des organisations productives et celle des ménages. Dans ce chapitre, notre analyse portera sur le comportement des ménages et, plus particulièrement, sur les déterminants économiques des choix de consommation, c'est-à-dire sur l'influence des prix et des revenus.

Question 1 : A partir de la définition proposée, complétez le tableau.

Ménage (INSEE – au sens des enquêtes auprès des ménages) : Est considéré comme un ménage l'ensemble des personnes (apparentée ou non) qui partagent de manière habituelle un même logement et qui ont un budget commun (dans le budget commun, les dépenses pour le logement ne sont pas prises en compte).

	Constitue un ménage	Ne constitue pas un ménage	Justification
Un couple non marié vivant dans un même appartement.	*		S'il partage un budget commun, alors ce couple est un ménage.
Les 3 colocataires d'un appartement.		*	S'il ne partage pas un budget commun, alors ces colocataires ne constituent pas un ménage mais 3 ménages.
Un couple marié mais vivant dans deux régions différentes pour des raisons professionnelles.		*	Ce couple ne partage pas le même toit. Il ne constitue donc pas un mais deux ménages.

Un retraité ou un étudiant vivant seul.	*		Une personne seule constitue un ménage.
Une famille dans laquelle l'un des enfants poursuit ses études dans une autre ville que celle de résidence de ses parents.	*		La famille constituée des deux parents forment un ménage. L'enfant vivant seul en forme un autre.

I- Le revenu des ménages.

Question 1 : Rappelez les définitions de revenu et de patrimoine (chapitre 3).

Le revenu (flux) d'un agent désigne ce qu'il peut consommer au cours d'une période de temps sans entamer la valeur de son patrimoine (stock).

Le patrimoine d'un individu désigne l'ensemble des éléments ayant une valeur économique positive qu'il détient (ex. bien immobilier, stock de biens, livret A, compte courant, billets et pièces détenus, œuvres d'art, titres de propriété, etc.). Il s'agit d'un stock. A l'oral, distinguer patrimoine brut (biens et créances) et patrimoine nette (patrimoine brut moins les dettes).

A- Les revenus primaires.

Document 1 : La répartition primaire des revenus.

Ceux qui ont participé d'une manière ou d'une autre à la production en reçoivent une part appelée revenu primaire (répartition primaire). [...] Les revenus primaires diffèrent selon leur origine. Certains rémunèrent les agents économiques ayant fourni leur force de travail (salariés et travailleurs indépendants) : ce sont des revenus du travail ou des revenus d'activité. D'autres sont perçus par les agents ayant fourni du capital financier (prêteurs, actionnaires...) ou physique (propriétaire fonciers ou immobiliers...). Ce sont des revenus du capital (ou revenu de la propriété). Certains revenus sont à la fois des revenus du capital et des revenus du travail : l'entrepreneur individuel est un travailleur indépendant. Son revenu rétribue son travail mais aussi les capitaux qu'il a placés dans son exploitation. Il s'agit alors d'un revenu mixte.

Source : Serge d'Agostino et Gabriel Trombert, **Redistribution des revenus**, Cahiers français n°279, 1997

Question 1 : En vous appuyant sur le document 1, classez les situations suivantes en fonction des différents types de revenus. Expliquez les critères qui vous ont permis d'établir ce classement.

1. Frédéric occupe un emploi à temps partiel dans un hypermarché. Il perçoit pour cela 760 euros par mois.
2. George est médecin libéral et possède son propre cabinet de consultation. Son revenu mensuel est de 3000 euros.
3. Estelle est professeure de français dans un lycée public. Son traitement est de 2000 euros par mois.
4. Amélie est propriétaire d'un appartement qu'elle loue à un étudiant 550 euros par mois.
5. Paolo détient des actions (titre de propriété d'une entreprise) et a reçu 400 euros de dividendes (revenu versé aux actionnaires).
6. Paola possède une exploitation agricole de production de tomates dans laquelle elle travaille. Elle a un revenu mensuel de 1500 euros.
7. Floriane possède un livret A et a reçu 35 euros d'intérêt (rémunération du livret A) en 2014.

Les revenus de Frédéric et d'Estelle sont des revenus du travail. Les revenus d'Amélie, de Paolo et de Floriane sont des revenus de la propriété (ou du patrimoine). Les revenus de George et de Paola sont des revenus mixtes (leurs revenus rémunèrent à la fois leur travail et la propriété).

Question 2 : Comment définir un "revenu primaire" ?

Les revenus primaires sont les revenus versés aux agents économiques en contrepartie de leur participation à la production.

Question 3 : Comment les revenus primaires sont-ils classés ?

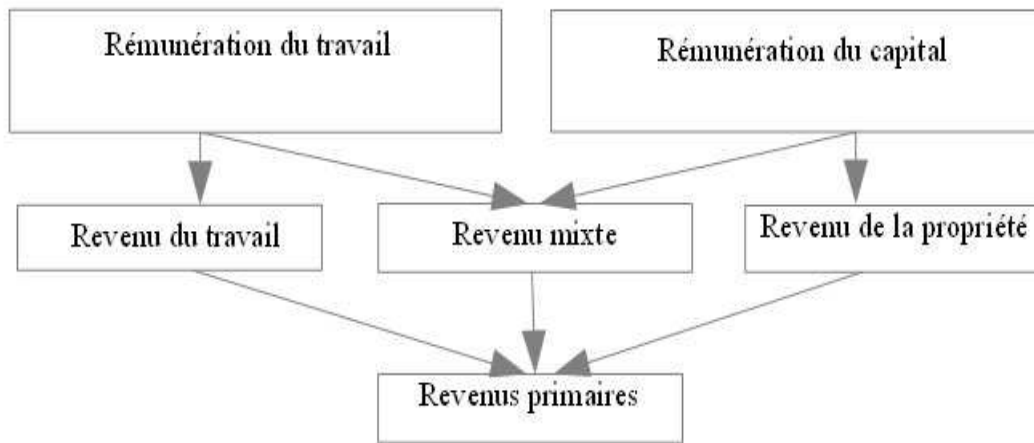
Les revenus primaires sont classés en fonction de leur origine : les revenus du travail pour les agents ayant apporté leur force de travail et les revenus de la propriété pour ceux ayant fourni un capital financier (actionnaire, etc.) ou physique (propriétaires de biens immobiliers).

Pour certains travailleurs il est difficile de distinguer l'apport en travail et l'apport en capital : c'est le cas du médecin à son compte qui génère son revenu à la fois de son travail et de son patrimoine (son cabinet, ses équipements, etc.). Il en est de même pour les agriculteurs exploitants ou les artisans.

Question 4 : Complétez le tableau avec les exemples suivants : honoraires du médecin, loyer touché par le propriétaire d'un local commercial, salaire d'un ouvrier chez Peugeot, dividende touché par un actionnaire, honoraires d'un avocat, salaire perçu par un cadre d'IBM-France, intérêt perçus par une banque qui a octroyé un crédit à une entreprise.

REVENUS PRIMAIRES		
Revenu du travail	Revenu de la propriété	Revenu mixte
* Salaire d'un ouvrier chez Peugeot * Salaire perçu par un cadre d'IBM-France * Salaire d'un avocat salarié	* Loyer touché par le propriétaire d'un local commercial * Dividende touché par un actionnaire * Intérêt perçus par une banque qui a octroyé un crédit à une entreprise	* Honoraires du médecin * Honoraires d'un avocat

Synthèse : Complétez le schéma.



B- Du revenu primaire au revenu disponible.

Document 3.

La protection sociale est un ensemble de mécanismes de redistribution des revenus qui ont pour objet de protéger les personnes et les ménages dans certaines éventualités (désignées par l'appellation un peu ambiguë de "risques sociaux") qui ont pour effet de diminuer, voire de supprimer, les revenus de leur activité professionnelle, ou d'augmenter leurs dépenses. Ces éventualités concernent : des risques physiques, qui réduisent ou suppriment, temporairement ou définitivement, la capacité de travail et impliquent des soins médicaux (maladie, maternité, invalidité, vieillesse) ; un risque économique (le chômage) ; les charges familiales. Dans ces diverses éventualités, les organismes de protection sociale versent, moyennant des conditions spécifiques pour chacune d'elles, des prestations sociales que l'analyse économique appelle également transferts sociaux (ou revenus de transfert). (...)

Le revenu disponible des ménages est celui qui est à leur disposition après l'intervention des mécanismes de redistribution et qu'ils peuvent utiliser pour consommer et épargner. Pour chaque ménage, il peut être calculé, sur une base annuelle, en retranchant de son revenu primaire les cotisations sociales et impôts directs sur le revenu et le patrimoine qu'il a payés et en ajoutant les prestations sociales qu'il a reçues.

Source : D'après A. Euzéby, **Introduction à l'économie politique**, 2000

Question 1 : Quel est le rôle des mécanismes de redistribution ? Citer des exemples.

Les mécanismes de redistribution visent à protéger les personnes et les ménages contre une situation de sans emploi ou de diminution d'activité du fait de risques sociaux. Ces derniers ont pour effet de réduire ou de supprimer les revenus de l'activité professionnelle et/ou d'augmenter les dépenses (Ex. maladie, invalidité, chômage, charges familiales).

La redistribution a une fonction de solidarité entre les générations, entre les individus ayant un emploi et les individus aux chômeurs, entre les individus biens portants et les malades, etc.

Question 2 : Quels sont les deux types de prélèvements effectués au cours de la redistribution ?

Les prélèvements effectués au cours de la redistribution sont les impôts directs (sur le revenu et le patrimoine) et les cotisations sociales.

Les impôts directs sont prélevés pour le financement du fonctionnement de l'État mais également pour le financement de la protection sociale ex. CSG, CRDS. Attention, les impôts directs participe également au financement de la redistribution et au financement des services non marchands des APU.

Remarque pour l'enseignant :

- La CSG (contribution sociale généralisée) est un impôt (conseil constitutionnel) / une cotisation (cour de cassation et CJUE) créé en 1991 portant sur l'essentiel des revenus des ménages (salaires, traitement des fonctionnaires, revenus de la propriété et une partie des prestations sociales) pour le financement de la protection sociale. La CSG est prélevée à la source. Elle traduit une fiscalisation du financement de la sécurité social ;
- La CRDS (contribution pour le remboursement de la dette sociale) est un impôt créé en 1996 dans le but de résorber l'endettement de la sécurité sociale. Elle porte sur l'essentiel des revenus des ménages (salaires, traitements des fonctionnaires, revenus de la propriété et une partie des prestations sociales).

Les cotisations sociales sont prélevées pour le financement de la protection sociale. Elles sont redistribuées sous forme d'allocations familiales, de pensions retraite, de prise en charge des frais de maladie et d'allocation chômage. Les CS font partie

de la rémunération des salariés. Bien qu'elles ne soient pas directement versées aux ménages, elles alimentent des revenus qui bénéficient aux ménages.

Question 3 : Distinguez une « cotisation » sociale d'une « prestation » sociale.

Les cotisations sociales (prélèvement) sont les versements que les individus et les employeurs réalisent (le plus souvent sous forme de prélèvements) pour le financement des administrations de sécurité sociale et des régimes privés de la protection sociale. Elles sont payées par les salariés, les employeurs, les travailleurs indépendants et les personnes n'occupant pas d'emploi.

Les prestations sociales (revenus) sont financées par les cotisations sociales et par les impôts.

Question 4 : Comment s'appellent les revenus issus de la redistribution ? Citer des exemples.

Les revenus issus de la redistribution sont des **revenus de transfert** (ex. allocations familiales, allocation chômage, etc.). Ils ne proviennent pas d'une participation à l'activité productive. Attention, il existe des revenus de transfert opérés par l'administration publique (prestations sociales) et des mécanismes de transfert privés (ex. pension alimentaire).

Question 5 : Retrouvez la formule qui permet de calculer le revenu disponible d'un ménage.

$$\begin{array}{ccccccc}
 & & & & \text{Impôts directs} & & \\
 & & & & \downarrow & & \\
 \text{Revenus primaires} & + & \text{Revenus de transfert} & - & & = & \text{Revenu disponible brut} \\
 & & & & \uparrow & & \\
 & & & & \text{Cotisations sociales} & &
 \end{array}$$

Question 6 : Classez les principaux types de revenus selon qu'ils correspondent aux revenus primaires versés en contribution d'une participation à la production (revenu du travail, revenu du capital, revenu mixte) ou aux revenus de transferts.

	Revenus de transfert	Revenus primaires		
		Revenu du travail	Revenu du capital	Revenu mixte
Allocation chômage	*			
Dividende			*	
Salaire		*		
Pension de retraite	*			
Contribution alimentaire	*			
Bourse d'étude	*			
Revenu d'un agriculteur exploitant				*
Intérêt perçus			*	
Revenu de solidarité active	*			
Traitement d'un fonctionnaire		*		
Honoraires d'un médecin libéral				*

Le **revenu disponible** est égal au revenu primaire auquel on enlève les **impôts directs** et les **cotisations sociales** et auquel on ajoute les **revenus de transfert**.

C- Consommation et épargne.

Question 1 : Un ménage va-t-il nécessairement consommer immédiatement la totalité de son revenu disponible.

Les ménages peuvent utiliser leur revenu disponible pour consommer immédiatement. Ils peuvent aussi décider de ne pas utiliser leur revenu pour consommer immédiatement. Cette partie du revenu qui n'est pas consommée immédiatement accroît leur patrimoine.

Question 2 : A partir de votre réponse à la question 1, proposez une définition de la notion d'épargne.

L'épargne d'un ménage est la fraction du revenu qui n'est pas immédiatement consommé et qui est utilisé pour accroître son patrimoine.

Le revenu disponible est le revenu dont dispose un individu ou un ménage pour consommer ou épargner. Il est égal au revenu primaire auquel on enlève les **impôts directs** et les **cotisations sociales** et auquel on ajoute les **revenus de transfert**.
Épargne : Désigne la fraction du revenu qu'un agent économique ne consomme pas immédiatement. L'épargne est un flux qui vient modifier un stock, le patrimoine. L'épargne accumulé est un stock.

Consommation : Désigne l'utilisation d'un bien ou d'un service qui entraîne à plus long moins long terme sa destruction.

Question 3 : Quelle différence faites-vous entre les situations 1/2 et les situations 3/4 ?

- 1- La somme restant sur le compte courant d'un ménage à la fin du mois.
- 2- La somme détenue dans une tirelire par un couple pour financer son prochain voyage.
- 3- Les actions détenues par un ménage.
- 4- La somme détenue sur livret A d'un étudiant.

Dans les situations 1 et 2, le patrimoine détenu, et donc l'épargne qui permet la constitution de ce patrimoine, ne génère pas de rémunération. Les économistes utilisent le concept de thésaurisation.

Dans les situations 3 et 4, le patrimoine détenu, et donc l'épargne qui permet la constitution de ce patrimoine, génère une rémunération (dividendes ou taux d'intérêt).

Remarque : Dans ces deux catégories, l'épargne est placée dans des actifs financiers. Un actif représente tout élément du patrimoine ayant une valeur économique positive.

Question 4 : Quelle différence faites-vous entre les situations 1/2/3 et les situations 4/5 ?

- 1- Les actions détenues par un ménage.
- 2- La somme détenue sur livret A d'un étudiant.
- 3- Les actions détenues par un ménage.
- 4- L'appartement détenu par un couple.
- 5- Un collectionneur d'art détenant un tableau de P Picasso.

Dans les trois premières situations l'épargne est placée sous forme d'actifs financiers. Dans les deux dernières situations, l'épargne est placée dans des actifs non financiers.

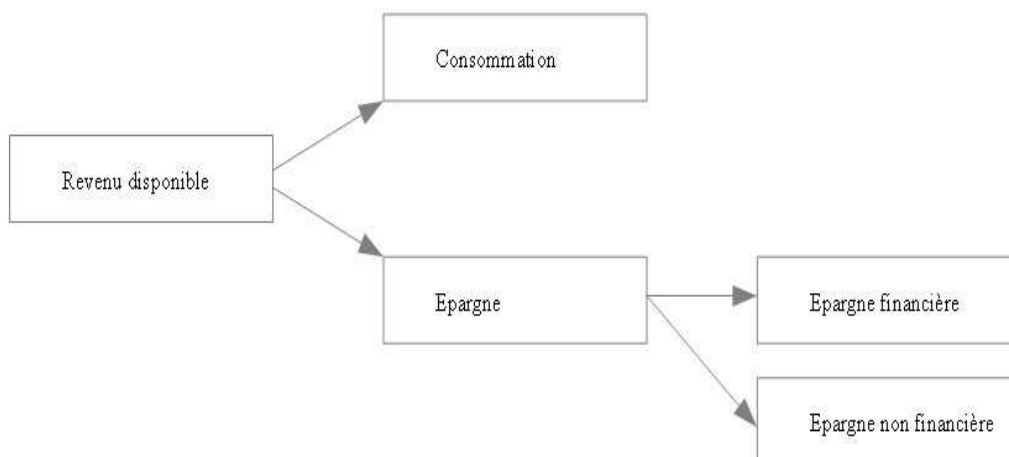
Remarque : Attention, l'achat d'une voiture par un ménage est considéré comme une consommation. Une voiture n'est donc pas un patrimoine pour un ménage.

L'épargne permet d'acquérir des **actifs non financiers** (bien immobiliers pour les ménages) ou des **actifs financiers** (actions, billets, pièces, solde positif d'un compte courant, livret A). Dans la première situation, les économistes parlent d'épargne non financières et, dans le deuxième cas, d'épargne financière.

Remarque : un actif est un élément du patrimoine qui a une valeur positive (ex. actions, appartements, somme détenue sur un livret d'épargne, etc.).

La thésaurisation est un comportement économique qui consiste à conserver l'épargne accumulée sous forme monétaire. Cette épargne accumulée n'est ni placée ni investie. Elle ne rapporte donc pas d'intérêt.

Question 5 : Complétez le schéma.



II- Comment les prix influencent-ils les choix des consommateurs ?

A l'oral : si le prix du carburant augmente, est-ce que la consommation va diminuer ? Est-ce qu'il y a une différence d'effet sur le demande avec une hausse du prix des places de cinéma ?

A- L'élasticité-prix de la demande.

Document 4.

La consommation de loisirs est (...) nettement plus sensible aux variations de prix que la consommation alimentaire, cette dernière étant une consommation de première nécessité offrant moins de marges d'ajustement. Une hausse du prix des carburants de 1 % se traduirait quant à elle par une réduction de la consommation de carburants des ménages de l'ordre de 0,7 %. (...)

Tableau : Élasticités-prix estimées

Poste de consommation	Élasticité-prix
Alimentation	-0,43
Carburants	-0,7
Loisirs	-2,53
<i>Source : Insee, enquête « Budget de Famille 2006 », calculs des auteurs</i>	

Source : M Clerc, V Marcus, Direction des études et synthèse économique, INSEE 2008/2009

Question 1 : Citez la phrase du texte permettant de lire la donnée -0,7 du tableau.

Une hausse du prix des carburants de 1 % se traduirait quant à elle par une baisse de la consommation de carburants des ménages de l'ordre de 0,7 %.

Question 2 : Faites une phrase avec les deux autres données statistiques du tableau.

Selon l'INSEE, en 2006, une hausse du prix des produits alimentaires de 1% entraîne une baisse de la consommation de ces produits de 0,43%.

Selon l'INSEE, en 2006, une hausse du prix des loisirs de 1% entraîne une baisse de la consommation de loisir de 2,53%.

Question 3 : Déduisez de vos réponses ce que mesure l'élasticité-prix de la demande d'un bien ainsi que la formule mathématique permettant de calculer l'élasticité-prix de la demande d'un bien.

L'élasticité-prix de la demande d'un bien mesure la sensibilité de la demande à une variation du prix ainsi que le sens de la variation de la quantité demandée par rapport à la variation du prix. En d'autres termes, l'élasticité-prix mesure la variation relative de la quantité demandée d'un bien par rapport à la variation relative du prix de ce bien.

$$\text{Ed/p} = \frac{\text{Taux de variation (\%) de la quantité demandée du bien}}{\text{Taux de variation (\%) du prix du bien}}$$

Question 4 : Que constatez-vous lorsque vous comparez l'élasticité-prix de la demande de loisir, d'une part, et l'élasticité-prix de la demande de produit alimentaire ou de carburant, d'autre part ?

Nous constatons que la demande de loisir est plus sensible à une variation de son prix que la demande de produits alimentaires ou de carburant. Le type de produit modifie donc la sensibilité de la demande d'un consommateur à une variation de prix pour un produit donné.

Les prix sont des déterminants économiques des choix de consommation des ménages. Généralement, lorsque le prix d'un bien augmente, la demande de ce bien diminue et lorsque le prix d'un bien diminue, la demande de ce bien augmente.

L'**élasticité** permet de mesurer le degré d'influence d'une **variable** économique sur une autre **variable**. Ainsi, l'élasticité-prix de la demande d'un bien permet de mesurer l'influence d'une variation de **prix** sur la variation de la **quantité demandée**. La variation prise en compte dans le calcul de l'élasticité est la variation **relative** (et non pas la variation **absolue**). Cette variation peut donc s'exprimer en **pourcentage**.

L'élasticité-prix est généralement **négative** : une **hausse** des prix entraîne une **baisse** de la quantité demandée. Lorsque l'élasticité-prix est **supérieure** à 1 en valeur absolue, l'élasticité-prix est **forte** (demande très élastique). La variation de la

quantité demandée est **plus** que proportionnelle à la variation du prix (forte sensibilité).

Si l'élasticité-prix est **inférieure** à 1, en valeur absolue, l'élasticité-prix est faible (demande peu élastique ou inélastique). La variation de la quantité demandée est alors **moins** que proportionnelle à la variation du prix (faible sensibilité).

Si l'élasticité-prix est **nulle**, les quantités demandées sont **indépendantes** du prix.

Si l'élasticité-prix est égale à 1, la variation de la quantité demandée est **proportionnelle** à la variation du prix.

B- L'intérêt de l'élasticité-prix pour l'économiste.

Question 1 : Rappelez la définition du chiffre d'affaires d'une entreprise.

Le chiffre d'affaires d'une entreprise représente la valeur de l'ensemble des ventes de l'entreprise au cours d'une période. Il se mesure en multipliant le prix de vente par les quantités vendues.

Document 5.

La panique. C'est le seul mot pour décrire la situation dans les hôpitaux, les cliniques et les maisons de retraite aux États-Unis en octobre 2004. Au début de ce mois, l'un des deux seuls fournisseurs de vaccins contre la grippe pour la totalité du marché américain (la Chiron Corporation) annonça que des problèmes de contamination l'obligeaient à fermer son usine de production. [Chaque] année la grippe tue environ 36 000 Américains et en envoie 200 000 autres à l'hôpital. Les victimes sont plus couramment des enfants, des personnes âgées ou des personnes souffrant d'insuffisance du système immunitaire. En temps normal ces personnes, de même que les travailleurs du secteur de la santé, sont les premières à être immunisées. La pénurie de vaccins de 2004 bouleversa ces plans. À mesure que la nouvelle se répandait, la ruée sur les doses disponibles s'intensifiait. Les gens faisaient la queue au milieu de la nuit devant les commerces qui en avaient encore (...). Dans le même temps, les distributeurs de produits pharmaceutiques - les sociétés qui obtiennent les vaccins de producteurs et les distribuent ensuite aux hôpitaux et aux pharmacies - virent dans cette frénésie une opportunité de profits. L'un d'entre eux, Med-Stat, qui demandait normalement 8,50 \$ pour un vaccin, commença à faire payer 90 \$, plus de 10 fois le prix normal. (...) La plupart des gens refusaient ou n'étaient pas capables de payer un tel prix pour un vaccin, mais beaucoup acceptèrent. **Med-Stat avait vu juste en pensant que les consommateurs du vaccin étaient relativement insensibles au prix** ; autrement dit, la forte augmentation du prix du vaccin ne modifia pas beaucoup les quantités demandées par les consommateurs. De manière évidente, la demande de vaccins contre la grippe a quelque chose de particulier de ce point de vue. Pour beaucoup de personnes, se faire vacciner peut faire la différence entre la vie et la mort. Prenons une situation différente et moins dramatique. Supposez par exemple que l'offre de céréales pour petit déjeuner d'un genre particulier soit divisée de moitié à cause de problèmes de fabrication. Il serait très difficile (...) de trouver un consommateur disposé à payer 10 fois le prix initial pour une boîte de ce type de céréales. **En d'autres termes, les consommateurs de céréales pour petit déjeuner sont beaucoup plus sensibles aux prix que les consommateurs de vaccins contre la grippe.** Comment définissons-nous cette sensibilité ? Les économistes mesurent la réactivité des consommateurs aux prix grâce à un indicateur spécifique que l'on appelle l'élasticité-prix de la demande (...). L'élasticité-prix de la demande compare le pourcentage de variation de la quantité demandée au pourcentage de variation du prix [du bien demandé].

Source : Paul Krugman et Robin Wells, **Microéconomie**, De Boeck, 2013

Question 2 : Expliquez pourquoi est-il écrit que les consommateurs de vaccin sont « relativement insensibles au prix » ?

L'auteur peut affirmer cela car, malgré un prix multiplié par plus de 10 (de 8,50\$ à 90\$), de nombreuses personnes continuent à demander (acheter) des vaccins contre la grippe. Pour ces personnes, l'augmentation du prix n'a aucune influence sur leur demande.

Question 3 : Déduisez-en le nombre vers lequel tend l'élasticité-prix de la demande de vaccin contre la grippe.

La demande de ces personnes étant insensible à la variation du prix, E_d/p tend vers 0^+ .

Question 4 : Expliquez pourquoi les consommateurs sont-ils plus sensibles aux variations du prix des céréales pour petit déjeuner qu'aux variations du prix des vaccins contre la grippe.

Si les individus souhaitent se faire vacciner, ils n'ont d'autres choix que d'utiliser le vaccin produit par le seul producteur encore présent sur le marché. Cela est d'autant plus impératif pour certains que l'utilisation du vaccin est une question vitale. Or, pour les consommateurs d'un type de céréales, non seulement ces derniers ont la possibilité de choisir un autre offreur proposant un autre type de céréales, mais ils peuvent également choisir de ne plus consommer de céréales. Cette consommation n'est, en effet, pas vitale.

Question 5 : Supposons que la quantité demandée du médicament *Pelikan* contre la toux baisse de 5% lorsque son prix augmente de 20%. Calculez l'élasticité-prix de la demande de ce médicament.

$$E_d/p = -5/20 = -0,25$$

L'élasticité-prix de la demande de ce médicament est de -0,25. Nous en déduisons que lorsque le prix augmente de 1%, la quantité demandée de *Pelikan* diminue de 0,25%. La variation de la quantité demandée est donc moins que proportionnelle. Elle est donc peu sensible aux variations du prix.

Question 6 : A partir de votre réponse à la question 4, dites si l'entreprise a intérêt, dans ces conditions, à augmenter son prix.

Si l'entreprise augmente son prix, la demande diminuera mais de façon moins que proportionnelle. En conséquence, son chiffre d'affaire augmentera et sa décision aura été la bonne.

Remarque : inversement, l'entreprise n'a pas intérêt à diminuer son prix car l'augmentation de la demande sera moins que proportionnelle à l'augmentation du prix et donc le CA diminuera.

Question 7 : D'autres médicaments contre la toux sont introduits sur le marché et une enquête montre que l'élasticité-prix de la demande du médicament *Pelikan* est de -0,6. Expliquez ce phénomène.

La quantité demandée de médicament *Pelikan* est plus sensible à la variation de prix que dans la situation initiale. Cela peut s'expliquer par le fait que le consommateur a plus la possibilité, si le prix de ce médicament augmente, de choisir un autre médicament équivalent à un prix qui pourra être inférieur.

III- Comment les revenus influencent-ils les choix des consommateurs ?

A- Évolution de la structure de consommation des ménages.

Document 6 : Évolution de la structure de consommation des ménages.

Postes budgétaires	1960	2010
Alimentation	27,3	<u>12,5</u>
Habillement	10,1	3,3
Logement, eau, gaz, électricité, etc.	9,7	19,5
Meubles, articles de ménage et entretien courant de l'habitation	7,8	4,3
Santé	1,9	2,9
Transport, communication	9,3	12,7
Loisirs et culture	5,8	6,5
Autres	13,5	13,9
Dépense de consommation socialisée (fournie par les APU ex. éducation nationale)	14,6	24,4
TOTAL (consommation effective des ménages)	100	100
Revenu disponible des ménages (en milliards d'euros)	31,9	1285,4

Unité : en %

Source : <http://www.statapprendre.education.fr/insee/cons/default.htm> , INSEE, 2015

Question 1 : Faites une phrase avec la donnée soulignée.

Selon l'INSEE, en 2010, 12,5% de la consommation totale est consacrée à l'alimentation. Ce taux représente le coefficient budgétaire 0,125.

Le coefficient budgétaire est le rapport d'une catégorie de dépenses au total des dépenses de consommation.

Question 2 : Présentez le tableau.

Ce document est un tableau statistique publié par l'INSEE en 2015 et intitulé « Évolution de la structure de consommation des ménages ». Il présente l'évolution des coefficients budgétaires de différentes catégories de consommation ainsi que l'évolution du revenu disponible des ménages entre 1960 et 2010.

Question 3 : Classez les postes budgétaires en fonction de leur évolution et calculez leur taux de variation. Que constatez-vous ?

Les postes budgétaires ayant diminué sont l'alimentation (-54%), l'habillement (-67,33%) et l'équipement du logement (-44,87%). Les postes budgétaires ayant augmenté sont le logement (+101,03%), la santé (+52,63%), les transports (+36,56%), les loisirs (+12,07%), les dépenses socialisées (+67,12%) et les autres dépenses (+2,96%).

Nous constatons qu'entre 1960 et 2010, les coefficients budgétaires ont évolué c'est-à-dire que la structure de la consommation des ménages a changé. Cela ne veut pas dire, par exemple, que les individus mangent moins.

Question 4 : Comment évolue le revenu disponible des ménages entre 1960 et 2010.

Entre 1960 et 2010, le revenu disponible des ménages a fortement augmenté. Il a été multiplié par 40,29.

Question 3 : La loi d'Engel citée ci-dessous est-elle confirmée par les données du document 6 ? Cela signifie-t-il que la quantité de produits alimentaires consommés a diminué ?

Selon E Engel (1821-1896) « plus une famille est pauvre, plus grande est la part de ses dépenses totales qu'elle doit utiliser pour se procurer de la nourriture ».

La loi d'Engel est effectivement vérifiée par les données de ce tableau statistique. Entre 1960 et 2010, nous constatons que le revenu disponible des ménages a été multiplié par 40,29 et que, dans le même temps, la part consacré à l'alimentation a diminué de 54,21%. Remarquons qu'il s'agit d'une diminution relative et non absolue.

Le coefficient budgétaire est le rapport d'une catégorie de dépenses au total des dépenses de consommation. Lorsque la consommation augmente, la structure de la consommation évolue, ce qui se traduit par une évolution des coefficients budgétaires. Par exemple, lorsque le revenu disponible d'un ménage augmente, il pourra consommer plus et la part de la consommation consacrée à l'alimentation diminuera (conformément à la Loi d'Engel mise en évidence au XIX^{ème} siècle).

B- L'élasticité-revenu de la demande.

Question 1 : Expliquez la signification d'une élasticité-revenu de la demande de vin ordinaire égale à -0,74. Expliquez la notion d'élasticité-revenu.

Si l'élasticité-revenu de la demande de vin ordinaire est égale à -0,74, cela signifie qu'une augmentation de 1% du revenu entraîne une diminution de 0,74% de la demande de vin ordinaire.

L'élasticité-revenu de la demande mesure la sensibilité de la demande d'un bien par un individu à la variation du revenu de cet individu ainsi que le sens de la variation de la demande par rapport à la variation du revenu.

Document 7 : L'élasticité-revenu de la demande.

De même que l'élasticité-prix (...) peut être positive ou négative (...), l'élasticité-revenu de la demande d'un bien peut également être positive ou négative. (...)

- Quand l'élasticité-revenu de la demande est positive, le bien est un bien normal – autrement dit la quantité demandée à tout prix donné augmente quand le revenu augmente.
- Quand l'élasticité-revenu de la demande est négative, le bien est un bien inférieur – autrement dit la quantité demandée à tout prix donné diminue quand le revenu augmente.

Les économistes utilisent souvent des estimations de l'élasticité-revenu de la demande pour prévoir quels secteurs d'activité croîtront plus rapidement à mesure que les revenus des consommateurs augmentent avec le temps. Ce faisant, ils trouvent souvent utile de faire une distinction supplémentaire entre les biens normaux, pour identifier ceux qui sont élastiques au revenu de ceux qui sont inélastiques au revenu.

La demande d'un bien est élastique au revenu si l'élasticité-revenu de la demande de ce bien est supérieur à 1. Quand le revenu augmente, la demande des biens élastiques au revenu augmente plus vite que le revenu. Les biens de luxe tels que les maisons secondaires et les voyages internationaux ont tendance à être élastiques au revenu. La demande d'un bien est inélastique au revenu si l'élasticité-revenu de la demande de ce bien est positive mais inférieure à 1. Quand le revenu augmente, la demande des biens inélastiques au revenu augmente, mais plus lentement que le revenu.

Source : Paul Krugman et Robin Wells, **Microéconomie**, De Boeck, 2013, p°282

Question 2 : Complétez le tableau.

Élasticité-revenu	Type de biens
$E_{dR} > 0$	Biens normaux
$E_{dR} < 0$	Biens inférieurs

Question 3 : Distinguez les deux catégories de biens normaux.

Parmi les biens normaux, nous pouvons distinguer :

- Les biens inélastiques. Ex. la nourriture et les vêtements (cela dépend également du type de produits alimentaires et du type de vêtements) ;
- Les biens élastiques Ex. les maisons secondaires ou les voyages internationaux.

Les biens élastiques sont des biens supérieurs. L'accroissement de la demande de ce type de bien augmente plus fortement que l'accroissement du revenu. Les biens inélastiques sont des biens normaux.

SYNTHESE :

L'**élasticité-revenu** désigne la sensibilité de la **consommation** (de la quantité demandée d'un bien) à une variation **de revenu**.

Certains biens voient leur consommation **baisser** lorsque le revenu augmente. L'élasticité-revenu est **négative**. Ces biens sont dits **inférieurs**. Par exemple, certains produits alimentaires (légumes secs, les abats, vin ordinaire) sont des biens inférieurs.

D'autres biens voient leur consommation **augmenter** de façon modérée lorsque le revenu augmente. L'élasticité-revenu est comprise entre 0 et 1. Ces biens sont dits **normaux**. La consommation de ces biens augmente mais l'augmentation est moins rapide que l'augmentation du revenu. Cela est le cas des vins de qualité supérieure.

Enfin, certains biens voient leur consommation augmenter **plus rapidement** que le **revenu**. L'élasticité-revenu est strictement supérieure à 1. On parle alors de biens **supérieurs**. Par exemple, les dépenses de santé et de loisir ou bien encore les dépenses de produits alimentaires tels que le caviar appartiennent à cette catégorie.

IV- Le pouvoir d'achat des ménages.

A- Qu'est-ce que le pouvoir d'achat ?

Sarah souhaite aller au cinéma avec ses amies. La place de cinéma est à 8 euros et une boisson achetée à l'intérieur du cinéma à un prix de 4 euros. Sarah dispose de 20 euros d'argent de poche par semaine. Sarah souhaite épargner le moins possible et elle ne peut acheter de boisson que si elle a déjà acheté sa place de cinéma.

Question 1 : Si Sarah utilise son argent de poche uniquement pour des sorties au cinéma, que pourra-t-elle acheter ?

Si Sarah utilise son argent de poche pour ses sorties cinémas, elle pourra acheter :

- 2 places de cinéma et 1 boisson ;
- 1 place de cinéma et 3 boissons.

Question 2 : La semaine suivante, c'est la fête du cinéma (le prix de la place de cinéma est 6 euros) et Sarah dispose du même montant d'argent de poche. Que pourra-t-elle acheter avec son argent de poche.

Si Sarah utilise l'ensemble de son argent de poche pour des sorties cinémas la deuxième semaine, elle pourra acheter soit :

- 3 places de cinéma ;
- 2 places de cinéma et 2 boissons ;
- 1 place de cinéma et 3 boissons.

Question 3 : Si le prix de la place de cinéma passe à 9 euros, que pourra-t-elle acheter ?

Elle pourra dans cette situation acheter :

- 2 places de cinéma ;
- 1 place de cinéma et 2 boissons.

Question 4 : Que pouvez-vous conclure des réponses aux questions 1, 2 et 3 ?

Avec la variation des prix, Sarah peut acheter plus de produits lorsque les prix des produits diminuent et moins de produits quand les prix des produits augmentent.

Question 5 : Les parents de Sarah décident de lui augmenter son argent de poche en lui donnant 30 euros par semaine. Le prix de la place de cinéma étant à 9 euros et la boisson à 4 euros, que pourra-t-elle alors acheter ?

Avec 30 euros, elle pourra acheter :

- 3 places de cinéma ;
- 2 places de cinéma et 3 boissons ;
- 1 place de cinéma et 5 boissons.

Question 6 : Les parents de Sarah décident de lui diminuer son argent de poche en lui donnant 15 euros par semaine. Le prix de la place de cinéma étant à 9 euros et la boisson à 4 euros, que pourra-t-elle alors acheter ?

Avec 15 euros, elle pourra acheter :

- 1 place de cinéma et 1 boisson.

Question 7 : Que pouvez-vous conclure des réponses aux questions 5 et 6.

Lorsque le revenu de Sarah augmente, elle peut consommer plus de produits. Lorsque son revenu diminue, elle peut consommer moins de produits.

Pouvoir d'achat du revenu : le pouvoir d'achat du revenu est la quantité de biens et services que l'on peut acquérir avec ce revenu. L'évolution du pouvoir d'achat dépend de l'évolution du revenu et de l'évolution des prix.

B- Comment évolue le pouvoir d'achat des ménages français selon l'INSEE ?

Document 8 :

http://www.insee.fr/fr/publications-et-services/default.asp?page=dossiers_web/pouvoir_achat/video.htm

Source : **Le prix et le pouvoir d'achat en question**, INSEE, 29/03/2015

Question 1 : Comment l'inflation est-elle définie ? Quel indicateur statistique est utilisé par l'INSEE pour mesurer l'inflation ?

L'inflation est définie dans le documentaire par l'augmentation des prix. L'augmentation des prix est mesurée par un indicateur statistique : l'indice des prix à la consommation.

Question 2 : Comment est défini le pouvoir d'achat ?

Le pouvoir d'achat est ce que l'on peut consommer ou épargner avec son revenu.

Question 3 : Que doit-on connaître pour mesurer l'évolution du pouvoir d'achat ?

Il faut connaître l'évolution des prix et l'évolution des revenus.

Question 4 : Pourquoi les consommateurs ont-ils l'impression que les prix augmentent plus que ce que dit l'INSEE ?

L'indice des prix mesure une inflation moyenne. Or :

- L'inflation n'est pas la même pour tous selon que l'on est propriétaire ou non, jeune ou âgé, etc. ;
- De plus, l'agent économique retient plus facilement les prix des produits qu'il achète souvent (ex. denrée alimentaire).

Question 5 : Comment l'INSEE calcule-t-il l'indice des prix à la consommation ?

Chaque mois, les enquêteurs de l'INSEE relèvent :

- les prix de 160.000 produits dans 27.000 points de vente sur l'ensemble du territoire ;
- 40.000 tarifs relevés auprès d'organismes nationaux ou régionaux ;

La répartition des différentes dépenses (coefficient budgétaire) dans le budget des ménages (alimentation, logement, habillement, Essence, Transport) est prise en compte.

Question 6 : Quel est le rapport entre l'indice des prix à la consommation de l'INSEE et le pouvoir d'achat des ménages ?

Si les revenus augmentent plus vite que les prix, alors le PA moyen augmente. Inversement, si les revenus augmentent moins vite que les prix, alors le PA diminue.

Question 7 : Comment évolue le pouvoir d'achat selon l'INSEE ? Cette évolution est-elle toujours constatée par les agents économiques ?

Selon l'INSEE, le PA augmente en France. Cependant, il existe un décalage entre l'évolution du PA mesurée par l'INSEE et le ressenti des individus. Il y aurait trois explications :

a- L'INSEE mesure une évolution moyenne des revenus des ménages. Or, si la population augmente, cette augmentation de revenu se répartit sur une population plus importante (ex. Une augmentation du PA des ménages de 2% se traduit par une augmentation de 1% de l'individu) ;

b- L'INSEE mesure une évolution moyenne du PA mais l'évolution du PA des individus varie autour de cette moyenne en fonction des catégories sociales, des régions,

c- La part des dépenses contraintes (ex. loyer, abonnement, etc.) a doublé en 50 ans. Cela influe fortement sur le ressenti des ménages.

Question 8 : Le schéma du document 9 confirme-t-il l'évolution du pouvoir d'achat expliqué dans l'extrait vidéo de l'INSEE.

Document 9.



Source : D'après Jérôme Accardo, **Cinquante ans de consommation en France**, INSEE Référence, 2009

Entre 1959, et 2008, nous constatons que le PA des ménages a été multiplié par 4,629, ce qui confirme que le PA a effectivement augmenté sur ces 50 années.

Synthèse : Complétez le texte.

- **L'impact de l'inflation et de l'évolution du revenu sur le pouvoir d'achat des ménages.**

L'**inflation** désigne une hausse durable du niveau général des prix. Pour un niveau de **revenu** constant, l'inflation entraîne une **diminution** de la quantité de biens et services que l'agent peut acquérir. Le pouvoir d'achat **diminue** lorsque les prix **augmentent** plus vite que le revenu et il progresse lorsque le revenu augmente **plus** vite que les **prix**.

L'évolution du niveau général des prix est mesurée par l'évolution de l'**indice des prix à la consommation** : il s'agit de l'indice des prix de détails, ou « coût de la vie ».

- **L'évolution du pouvoir d'achat des ménages.**

L'INSEE estime que les revenus des Français ont, globalement et en moyenne, progressé plus vite que les prix, entraînant une **augmentation** moyenne du pouvoir d'achat de 5,9% par an entre 1960 et 1974, et de 2,1% par an entre 1974 et 2006.

Cette évolution du pouvoir d'achat est en décalage avec le **ressenti** des ménages, qui ont globalement le sentiment que leur pouvoir d'achat stagne ou **diminue**. (...) Une des raisons expliquant le décalage entre l'évolution réelle et l'évolution ressentie du niveau général des prix réside dans le fait que l'indice des prix à la consommation est une **moyenne** pour l'ensemble des prix : certaines hausses qui peuvent concerner des produits fréquemment achetés (comme les produits alimentaires), sont ainsi contrebalancés par des baisses de prix de produits achetés à intervalles moins réguliers (comme le matériel informatique). Le vécu quotidien est donc celui d'une **hausse** des prix importante alors qu'au niveau général, les prix n'ont pas augmenté.

Une autre explication est le fait que la part des **dépenses contraintes** a augmenté dans le budget des ménages (énergie, assurances, loyers, etc.), ce qui réduit la marge de manœuvre budgétaire des ménages. La capacité des ménages à consacrer une partie de leur revenu à d'autres postes, comme les loisirs, a ainsi diminué, ce qui leur donne le sentiment d'avoir un pouvoir d'achat plus **faible**.

Source : Marion Navarro et alii, **BLED Sciences économiques et sociales**, Hachette éducation, 2012

C- Un reportage du journal de France 2 sur l'évolution du pouvoir d'achat.

Document 10 :

http://www.dailymotion.com/video/xboj0j_comment-le-jt-parle-du-pouvoir-d-ac_school

Source : **Le prix et le pouvoir d'achat en question**, INSEE, 29/03/2015

Question 1 : Quelle est la démarche du service économique de France 2 pour mesurer l'évolution du pouvoir d'achat?

Les journalistes économiques de France 2 ont mesuré l'évolution des prix des mêmes biens à 6 mois d'intervalle dans deux supermarchés (Auchan et Géant casino).

Question 2 : De quoi se compose le panier des biens choisis par les journalistes ?

Les journalistes ont pris en compte des biens de consommation courante (jambon, pâte, café, eau)

Question 3 : Quelles sont leurs conclusions ?

Ils concluent à une nette baisse du pouvoir d'achat des ménages.

Question 4 : Pourquoi le service économique de France 2 a-t-il tenu à faire sa propre enquête ?

Parce que les enquêtes de l'Insee ne correspondent pas au sentiment d'une baisse du pouvoir d'achat partagé par les ménages français. Climat de méfiance vis-à-vis du ministère et des grandes enseignes. Caméra

Question 5 : En quoi la démarche des journalistes ne permet-elle pas de mesurer la réalité du pouvoir d'achat ?

- La prise en compte du pouvoir d'achat nécessite de comparer l'évolution des prix avec celle du revenu disponible. La hausse de 5,49% des prix peut ne pas traduire une baisse du pouvoir d'achat si les revenus ont eux-mêmes augmenté de 5,49%.
- La mesure de l'évolution des prix doit prendre en compte l'ensemble des prix des biens consommés (ceux qui sont consommés tous les jours et ceux qui sont consommés moins souvent comme les téléphones, le textile, les ordinateurs, la hi-fi, les jouets, etc.).

Question 6 : D'après les deux vidéos comment évolue le pouvoir d'achat des français ?

Le pouvoir d'achat des français diminue.

Question 7 : Dans la deuxième vidéo, sur quels éléments se basent les journalistes pour affirmer la réalité de cette baisse ?

Les journalistes se basent sur les déclarations des commerçants, les déclarations des touristes, la progression du chiffre d'affaire des magasins de hard discount. Ils mesurent davantage le ressenti du pouvoir d'achat (aspect micro) que la réalité du pouvoir d'achat (aspect macro).